



# POURQUOI TRAVAILLER ENCORE ??

Sens, non sens, décence du travail et du non travail aujourd'hui



Recherche coordonnée par Thierry TILQUIN



cefoc

CENTRE DE FORMATION CARDIUM

Les pages qui suivent reprennent les introductions, conclusions et table des matières de la publication qui peut être commandée directement au Cefoc.

### *Remerciements*

*aux intervenants et intervenantes à la session de recherche*

Claire DELOBEL  
Annie CORNET  
Fathi TOUZRI  
Felipe VAN KEIRSBILCK  
Luc DENEYER  
Jules GAZON  
Philippe DEFEYT  
Gabrielle CLOTUCHE

*aux membres de l'atelier de recherche du Cefoc*

Jean-Claude BRAU  
Jeanine DEPASSE-LIVET  
Véronique HERMAN  
Philippe MURAILLE  
Thierry TILQUIN

Le Centre de Formation Cardijn (CEFOC) est un service qui propose des formations dans les milieux populaires. En travaillant les questions de sens et de foi en groupe, il invite les participants à entrer dans la perspective d'un changement personnel et d'un changement social et à devenir sujets et acteurs là où ils vivent.

Adresse : CEFOC, Rue Saint-Nicolas, 84 – 5000 Namur (Belgique) – Tél. 081/231522 – Courriel : [info@cefoc.be](mailto:info@cefoc.be) – Site internet : [www.cefoc.be](http://www.cefoc.be)

© Cefoc – décembre 2009

## Introduction générale

Pourquoi travailler encore ? La question peut paraître provocante dans la mesure où l'on s'imagine difficilement une société sans travail, sans nécessité de travailler. Que deviendrait l'humain dans une telle société ; n'est-il pas fait pour agir et travailler pour survivre ? Pourtant, la société d'abondance en Occident et la croissance sans limite dans laquelle l'homme occidental, et la planète avec lui, semble s'être engagé pourraient induire qu'il est peut-être urgent de travailler moins, car ce travail qui exploite indéfiniment la terre risque de signer la fin de l'humanité.

Pourquoi travailler encore ? Les conditions de travail sont telles que beaucoup d'hommes et de femmes en souffrent profondément : vie stressante, longs déplacements, flexibilité des horaires, déstructuration de la vie familiale, harcèlement, exigences inhumaines d'efficacité et de performances. Moins qu'auparavant, le travail est un lieu de réalisation et d'épanouissement de l'humain, il est davantage source de souffrance, de violence et d'exploitation.

Pourquoi travailler encore ? La crise financière et économique génère de plus en plus de chômage. Perdre son emploi rend difficile les projets, fait basculer dans la pauvreté, déstructure la vie sociale et les relations humaines. A quoi bon souhaiter travailler puisqu'il n'y a plus suffisamment d'emplois ?

La société industrielle de laquelle nous héritons a fait de la valeur « travail » une valeur centrale. Mais l'est-elle encore aujourd'hui ? Le sera-t-elle encore à l'avenir ? En juin 2006, le Cefoc s'était déjà posé la question lors dans le cadre d'un week-end de formation. Dans la foulée, un atelier de recherche a été mis en place pour approfondir la question du sens et du non sens du travail aujourd'hui. Il a d'abord organisé une enquête auprès de travailleurs(-euses), de pensionné(e)s et de « sans travail » qui font partie du public des formations du Cefoc. Cette enquête a montré qu'avoir un emploi rémunéré reste essentiel pour la vie personnelle et sociale.

Avec les transformations de la société occidentale, dans une société dite postindustrielle où le chômage et le consumérisme sont massifs, la valeur travail a perdu de sa centralité. Mais, sans travail, une vie décente aujourd'hui est-elle possible ? Le travail est un lieu de reconnaissance sociale. Un lieu qui contribue à rythmer le temps de la vie, du début à la fin. Un lieu qui permet d'acquérir les moyens d'existence et de transmettre aux générations futures un patrimoine d'humanité. Un lieu à partir duquel s'élabore et se construit la société. Les « sans travail » manifestent d'ailleurs leur difficulté de trouver sens dans la vie sans référence au travail ou tout au moins à une activité qui les y relie.

En mars 2008, le Cefoc a proposé de reprendre et de prolonger la réflexion en organisant une session de recherche et de formation. Cette session a eu pour objectif de croiser les dimensions économique et sociale du travail avec les dimensions anthropologique, culturelle, philosophique et politique de la question. Sur base des résultats de cette session, l'atelier de recherche a poursuivi ses travaux en vue d'une publication destinée à un large public.

Cette étude vise à éclairer la question « du sens, du non sens et de la décence du travail ». Dans une première partie, elle fait écho aux expériences vécues du travail à partir d'une analyse de l'enquête réalisée par le Cefoc en 2006 et des apports des intervenants à la session de recherche. La deuxième partie propose une prise de recul vis-à-vis de la situation présente et des questions actuelles par une confrontation à notre histoire et à des traditions religieuses et culturelles qui sont éloignées de nos propres référents culturels. Dans la troisième partie, nous interrogeons la manière dont les pouvoirs économiques et politiques s'investissent dans les questions de travail et d'emploi aujourd'hui. La quatrième partie fait part des réflexions et des conclusions que nous tirons de cette recherche.

## Première partie

### Sens et non sens du travail : expériences et analyses

#### **Introduction**

Pour ouvrir la réflexion sur le sens du travail aujourd'hui, il a semblé important de faire écho de l'expérience de celles et ceux qui ont du travail, qui cherchent du travail ou souhaitent travailler. Comme c'est le cas dans une démarche d'Éducation permanente, un regard sur la manière dont les individus perçoivent le sens du travail dans leur vie trouve donc place au début de cette étude. L'analyse s'est construite à partir de quatre points de vue.

Un premier point de vue fait retour sur une enquête qualitative que le Cefoc a réalisée auprès du public qu'il touche dans les formations qu'il organise ; cette partie analyse ce que disent du travail et non travail des hommes et des femmes de milieux populaires.

Le deuxième point de vue adopté est celui des femmes : comment vivent-elles leur rapport au travail et à l'emploi ? Y a-t-il, dans ce domaine, des évolutions significatives en termes d'égalité homme-femme ?

Dans la troisième partie, nous nous interrogerons sur le point de vue des jeunes à travers l'analyse réalisée par la branche « jeune » d'un syndicat : quelles attentes ont-ils face au travail ? Comment sont-ils perçus et se perçoivent-ils dans leur rapport à l'emploi et au monde du travail ?

Enfin, le quatrième point de vue est celui des personnes dites « inemployables » parce qu'elles sont d'origine étrangère, sans papiers, sans diplômes, sans qualifications : comment se débrouillent-elles pour vivre sans emploi ? Comment s'explique ce fait social caché derrière l'étiquette d'« inemployabilité » ? Comment en sortir ?

(...)

#### **Réflexions : le travail est-il encore central ?**

Le regard analytique que nous avons porté sur réalités actuelles du travail et du non travail nous conduit à proposer quelques réflexions à partir des questions suivantes : la place du travail est-elle relative ou pas ? Est-elle centrale ou pas ? Peut-on imaginer une société qui se passerait du travail, et du travail rémunéré ?

##### **1. Que recouvre le mot « travail » ?**

L'analyse des différentes expériences relatées montre que le mot « travail » n'est pas univoque. L'expérience vécue, les récits et les représentations sociales indiquent surtout que « travail », « emploi » et « travail précaire et informel » sont souvent confondus. Il convient donc de les caractériser et de les distinguer.

##### **Travail rémunéré**

Dans notre société, il est défini comme une activité productive de biens et de services, reconnus comme valeurs et rémunérés, qui permet de satisfaire des besoins vitaux, de consommer et de s'inscrire dans l'échange économique.

Les représentations que l'on se fait du travail sont diverses et parfois divergentes : instrument de domination et de contrainte ou moyen de se sentir utile socialement, d'être autonome, d'avoir de l'estime de soi.

Cependant, la réalité du travail est souvent pénible car il est un lieu où convergent des violences : celles de conditions de travail, néfastes à la santé et à l'équilibre de la vie familiale, et celles d'un travail sans limites pour un surcroît de profit et de consommation.

### ***Emploi***

Les salariés vendent leur force de travail et par le contrat garanti par l'État qu'ils établissent avec leur employeur, ils s'assurent un statut, des revenus, des droits et une sécurité d'existence.

L'emploi est donc le système de distribution des revenus, des droits et des protections par lesquels l'État a régulé, limité et cadré le travail.

Remarquons que dans notre langage, le mot « travail » est souvent confondu avec « emploi », devenu la norme jusqu'il y a peu.

### ***Travail précaire ou informel***

Sous la pression d'un capitalisme financier et mondialisé, exigeant pour les actionnaires des dividendes de plus en plus élevés et des réductions d'impôts pour les entreprises, celles-ci ont diminué le nombre d'emplois ainsi que les salaires. De leur côté, les États ont accordé des avantages fiscaux aux entreprises et de ce fait, ont restreint leurs dépenses sociales.

Face à des États de plus en plus déficients dans leur fonction de redistribution des richesses, les luttes sociales autour du droit du travail et du droit au travail se sont affaiblies.

Le chômage a gagné du terrain et des « emplois » précaires se sont développés : comme les intérim, temps partiels, contrats à durée déterminée, contrats primes...

La redistribution des ressources, telle qu'elle est organisée par l'État social, ne permet plus désormais à tous de vivre dignement. Une nouvelle question sociale est apparue : celle des personnes en situation de précarité, jeunes sans emploi, allocataires sociaux, travailleurs pauvres, sans papiers, personnes qui échappent à tout système d'aide sociale.

Des stratégies de contournement du système de sécurité sociale et de droit du travail émergent et des pratiques informelles se développent. Activités qui permettent à des couches de population subissant la déficience de l'État en matière de redistribution des richesses, non seulement de survivre, mais aussi d'être créatrices, capables de nouer des liens sociaux, de recomposer des identités et d'être reconnues. Mais aussi, activités qui permettent d'assouvir un besoin de consommation effrénée ou de s'assurer des profits illégaux (travail au noir, trafics).

Le développement des « emplois » précaires, parfaitement légaux, autant que les activités informelles, « pour sortir de la galère », posent question. En effet, l'économie informelle soutient l'économie formelle autant qu'elle la menace. C'est pourquoi la question de la régulation doit être posée pour ce type d'activités afin qu'elles échappent à toutes sortes de dérives : communautarisme, exploitation des enfants, illégalité...

De plus, les acteurs sociaux et politiques doivent se mobiliser pour que le travail précaire ou informel, qui rend éphémères et vulnérables les projets de vie, se transforme en vrais contrats de travail et en vrais emplois.

## **2. La fin de l'hégémonie du travail-emploi**

Nous avons vécu dans une société qui donnait le monopole au travail-emploi, mais aujourd'hui, pour une série de raisons, alors qu'il garantissait des revenus et assurait une sécurité d'existence, l'emploi, même s'il reste important, est relativisé.

### ***Le lien entre emploi et production de richesses s'est distendu***

Dans le contexte d'une économie financiarisée, la création de richesses est de moins en moins liée au travail-emploi. La part de la valeur ajoutée par le travail se dégrade alors que la part des aspects financiers ne cesse d'augmenter. L'économie spéculative et boursière augmente davantage que l'économie réelle.

A l'heure de la globalisation et des délocalisations, la répartition se fait à l'échelle mondiale, de manière inégalitaire. D'autres, ailleurs dans le monde, en Inde, en Chine, et même en Europe centrale, travaillent à petits salaires, ce qui introduit une concurrence et explique un appauvrissement de nos populations. Le nombre d'emplois diminue chez nous, et les transferts se font vers d'autres économies.

### ***Le travail-emploi n'assure plus une sécurité d'existence pour tous***

Tout le monde constate évidemment un écart entre les réalités socio-économiques et le système de protection mis en place dans notre société. Le système de sécurité et de droit du travail a été conçu pour une population relativement homogène, alors qu'aujourd'hui la population est devenue hétérogène et composite, marquée par des diversités culturelles et ethniques. Trois éléments centraux sont à mettre en évidence.

L'émergence chez nous d'une économie informelle, latérale et juxtaposée au système de l'économie formelle

D'où la question : pourquoi ne pas s'interroger et interroger publiquement sur les fonctions et l'articulation de l'économie formelle et de l'économie informelle ? Celle-ci est décriée et clandestine dans notre société, mais elle est valorisée par ses acteurs et elle existe au grand jour, seulement aux marges de nos sociétés et dans les pays du Sud. En quoi toutes deux ne peuvent-elles pas participer à un équilibre de société, dans la mesure où sont régulées les relations entre formes émergentes de l'activité économique et systèmes socio-économiques institués et officiellement reconnus ?

La liaison exclusive du système de protection sociale à l'emploi

D'où la question : Pourquoi limiter le financement de la sécurité sociale à l'emploi, au système de l'emploi et à ses critères de sélection à l'embauche ? Pourquoi ne pas y ajouter un financement par des taxes appliquées sur les gigantesques profits et flux de capitaux ?

Notre modèle de société est soumis aux ordres du capitalisme financier et spéculatif

L'économie est fortement dépendante du capitalisme financier. Cela n'est pas nouveau. Il se trouve cependant aujourd'hui que l'économie financière et spéculative est déconnectée de l'économie réelle. Les conséquences sont catastrophiques et délétères pour l'emploi.

D'où la question : comment et avec qui réguler le capitalisme boursier et spéculatif ? Comment et avec quels rapports de force États et organisations vont-ils revenir à la raison, si possible, dans le rapport harmonieux entre économie financière (la simple fonction des banques qui est de prêter et d'emprunter) et économie réelle ?

Ces trois questions sont à travailler et à répercuter dans l'espace public. Elles touchent directement la valeur et le sens du travail rémunéré et, par là, le rapport possible entre « sens du travail rémunéré », « sens de ma vie » et « sens de la vie collective »<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> La vie collective, nous ne l'inventons pas. Elle est 'déjà-là', elle nous précède et fait partie de nous-mêmes. Notre existence personnelle se construit (ou se détruit) dans les va-et-vient entre nos histoires individuelles et le 'déjà-là' de la vie collective.

## Deuxième partie

### Sens du travail et traditions culturelles

#### *Introduction*

Dans la première partie de cette recherche, notre regard s'est porté sur le sens et le non sens du travail à partir de l'expérience vécue aujourd'hui en Occident. Il va maintenant s'orienter d'une part vers le passé, comme dans un rétroviseur, et d'autre part, vers l'ailleurs ou le lointain, en utilisant des jumelles. Le rétroviseur permet de voir d'où l'on vient, comment notre culture s'est modelée et construite et comment les générations passées ont vécu. Les jumelles permettent d'approcher d'un peu plus près des cultures éloignées de la nôtre pour tenter de comprendre leurs logiques et leurs repères et de pouvoir ainsi esquisser un dialogue interculturel.

Pourquoi s'interroger sur le sens du travail et la place qu'il occupait dans les sociétés anciennes ? Pourquoi s'intéresser à la manière dont d'autres cultures et traditions religieuses vivent le rapport au travail ? La démarche d'Éducation permanente développée au Cefoc s'efforce de poser et de travailler les questions de sens et de société d'aujourd'hui en les confrontant à des représentations et des conceptions issues de l'histoire et de cultures diverses.

Cette confrontation a un double intérêt. D'une part, elle favorise une prise de recul, une prise de distance par rapport aux situations vécues ; elle permet de relativiser le sens « hic et nunc » (ici et aujourd'hui) et de prendre conscience que tout sens est marqué par des personnes, un lieu et une époque, qu'il surgit dans un contexte politique, social et culturel déterminé. D'autre part, la confrontation à l'ailleurs et au passé révèle des dimensions de sens, des repères et des valeurs portés par d'autres et susceptibles d'interroger nos propres valeurs et modes de vie.

Pour réaliser ce voyage dans le temps et dans l'espace, on bénéficie de l'aide, notamment, d'historiens, d'ethnologues, d'anthropologues, de théologiens, de philosophes et de bien d'autres disciplines en sciences humaines. On peut se pencher sur des textes, des œuvres d'art et d'architecture, des musiques, mais aussi sur des outils, des bâtiments industriels, des manières de cultiver. Dans le cadre de cette recherche, nous avons choisi de nous confronter à divers textes de traditions culturelles différentes. Le choix est partiel et, par le fait même, partial. Certains font partie de notre enracinement culturel, d'autres nous sont « étrangers » ; plusieurs viennent de traditions religieuses et d'autres de philosophies. Nous les avons classés par ordre chronologique.

Lors de la session organisée en 2008, les participants ont été invités, en ateliers, à se confronter à certains de ces textes. Pour cet exercice d'analyse, trois questions ont été posées : quels rapports y a-t-il entre la conception du travail et la conception de l'humain ? L'insertion/intégration sociale se fait-elle par le travail ou autrement ? Est-ce que la question du juste et de l'injuste est posée à propos du travail ? Elles peuvent guider le lecteur des textes qui sont proposés dans les pages qui suivent.

(...)

## Troisième partie

### Sens du travail, économie et politiques d'emploi

#### *Introduction*

Le troisième temps de notre recherche sur le sens du travail conduit à nous interroger sur la manière dont les pouvoirs économiques et politiques affrontent concrètement les interrogations des employés, des travailleurs, des chômeurs quant à la situation difficile en matière d'emploi et de travail aujourd'hui. Le sens du travail se transforme non seulement à partir des aspirations des individus, mais aussi à partir des stratégies plus collectives et des politiques mises en place dans ce domaine. Pour réfléchir cette dimension, nous avons fait appel à cinq interlocuteurs agissant à différents niveaux.

Les deux premiers interlocuteurs sont des acteurs sociaux et économiques impliqués dans la concertation sociale, qui occupe une place importante dans la sphère politique belge : un syndicaliste et un membre du Conseil Central de l'Économie.

Pour Felipe Van Keirsbilck<sup>2</sup>, si le travail est une contrainte naturelle, l'emploi est une construction sociale qui assure un salaire et des droits sociaux. Le travail donne du sens et s'il n'en a pas, les humains tentent de lui en donner en l'humanisant. Le non sens du travail aujourd'hui est lié à la financiarisation à outrance et à la compétitivité qui s'imposent à la productivité.

Luc Denayer<sup>3</sup> intègre le point de vue du patronat sans s'y réduire. Son analyse montre que la vague technologique sur laquelle s'appuyaient nos économies capitalistes est épuisée. Il en résulte une crise de société et d'emploi, une crise du sens collectif dans le monde du travail. Ce passage d'une stabilité à des évolutions nécessite des choix politiques et de nouvelles régulations par l'État (en lien avec l'Europe). Le travail est au cœur de l'identité sociale, mais l'homme peut-il aujourd'hui être maître de son destin par son travail ?

Les deux interlocuteurs suivants partagent leur point de vue d'économiste sur des choix politiques en matière d'emploi.

Jules Gazon<sup>4</sup> part d'un constat : le chômage est éthiquement inadmissible parce qu'il crée de la marginalisation et constitue un déni de démocratie. Sur base de ce positionnement éthique, il propose un système pour remettre les chômeurs de longue durée au travail sans coût budgétaire pour l'État. La solution qu'il préconise passe par le développement des emplois de service de proximité et par une demande contrainte.

---

<sup>2</sup> Felipe Van Keirsbilck est secrétaire permanent du secrétaire général de la Centrale Nationale des Employés (CNE), affiliée à la Confédération des Syndicats Chrétiens (CSC).

<sup>3</sup> Luc Denayer est secrétaire du Conseil Central de l'Économie (CCE). Créé en 1948, cette institution est un lieu où se rencontrent patrons et syndicats pour confronter leurs positions, élaborer des propositions et des compromis susceptibles de représenter l'intérêt général en matière d'économie nationale. Le CCE formule ses avis soit de sa propre initiative, soit à la demande d'un ministre ou des chambres législatives.

<sup>4</sup> Professeur émérite de HEC- École de gestion de l'Université de Liège, Jules Gazon est connu pour allier théorie et expérience industrielle de haut niveau. Il a conseillé les gouvernants et les entreprises. Toujours soucieux de solutions concrètes, il est toutefois convaincu de la nécessité de se plonger dans le référentiel éthique pour relever les défis de notre temps.



Pour Philippe Defeyt<sup>5</sup>, l'emploi fonctionne comme un marché ; c'est regrettable, mais actuellement incontournable. Dans le contexte de l'emploi actuel, il est nécessaire de donner priorité à la qualité du travail sur la quantité en posant la question : qu'est-ce qui favorise le bonheur des gens ? Il attire l'attention sur le piège principal à l'emploi : le salaire minimum est trop bas. Pour lui, il y a un champ énorme de création d'emplois dans les services, mais pour le développer, il s'agit de passer d'une consommation d'objets à une consommation de services. Son engagement dans un CPAS, lui Importance d'une formation au savoir-vivre et au savoir-être des personnes à la dérive en vue d'un accès à l'emploi.

Avec Gabrielle Clotuche<sup>6</sup>, nous interrogerons plus largement sur les modèles sociaux et les systèmes de protection sociale en Europe. Deux logiques, l'assistance et l'assurance, ont donné naissance à des modèles différents : le modèle libéral anglo-saxon, le modèle social-démocrate ou scandinave et le modèle corporatiste ou conservateur. C'est à ce dernier que se réfère la Belgique. Les réalités sociales évoluant, les systèmes vont devoir se transformer : adapter la protection sociale aux changements actuels de nos sociétés reste un immense défi pour les années à venir en Europe.

(...)

---

<sup>5</sup> Philippe Defeyt est économiste. Co-fondateur d'ÉCOLO en 1980, il en a été le secrétaire fédéral de 1999 à 2003, période durant laquelle son parti a fait partie de la coalition gouvernementale fédérale. Depuis 2006, il est président du Conseil public de l'action sociale (CPAS) de Namur. Il est aussi chercheur à l'Institut pour un Développement Durable qui publie et diffuse régulièrement des études et analyses en matière d'économie et de développement durable ([users.skynet.be/idd/](http://users.skynet.be/idd/)).

<sup>6</sup> Gabrielle Clotuche a été directrice de la sécurité sociale en Belgique et directrice pour la protection sociale et l'intégration sociale à la Direction générale de l'emploi et des affaires sociales de la Commission européenne. Aujourd'hui, elle est conseillère à la Confédération européenne des syndicats (CES). Voir aussi Gabrielle Clotuche, *Réforme des modèles sociaux et pauvreté*, Bruxelles, Revue Nouvelle n° 12, décembre 2006, pp. 36-43.

## Quatrième partie

### Réflexions et conclusions

Au terme de cette publication, le groupe porteur de la recherche propose de tirer quelques conclusions et de faire part des réflexions qui ont été débattues en son sein et qui lui semblent importantes à communiquer.

Ces réflexions se présentent comme une tentative de réponse aux deux questions qui ont traversé cette recherche : « Le travail reste-t-il central ? » et « Que peuvent apporter des traditions culturelles à une réflexion sur le sens du travail aujourd'hui ? »

D'emblée, le groupe fait trois constats.

1. Le travail ne s'identifie pas à l'emploi. Il est important aujourd'hui de maintenir la distinction. Car le travail est un existentiel humain ; autrement dit, il est une dimension structurelle de l'être humain et de l'humanité. Sans travail, il n'y aurait ni homme ni femme, ni société humaine. L'emploi, quant à lui, est une construction sociale qui permet à l'individu d'obtenir un salaire ou une rémunération en échange d'un travail et donne accès à des droits sociaux.
2. L'emploi est le lieu d'un conflit d'une autre nature qu'il ne l'a été le travail dans l'histoire ancienne ou proche. D'un côté, les injonctions du politique et du patronat veulent maintenir la centralité du travail et augmenter le temps et le rythme de travail alors que l'emploi est en diminution. D'autre part, la population elle-même veut bien travailler pour accéder au bien social, mais dans des conditions justes et humaines. De la sorte, le travail rémunéré n'apparaît plus comme un droit, mais il se mérite.
3. Si l'emploi a permis de structurer et de réguler les relations du point de vue du travail, s'il permet d'accéder à une série de droits sociaux fondamentaux, l'emploi rémunéré reste aujourd'hui un lieu de violence et de ségrégation dans la société. Il établit une ligne de démarcation dans l'attribution des revenus générés par l'économie entre ceux qui ont un emploi, ceux qui n'en ont pas et ceux que l'on désigne comme inemployables. Il renforce et s'appuie sur des discriminations de genre et de race. Il est source de stress pour ceux qui ont un emploi, de stigmatisation et d'exclusion pour ceux qui n'en ont pas.

#### ***Le travail reste-t-il central ?***

Dans l'histoire collective de la société industrielle dont nous héritons, le travail est devenu central dans la vie humaine tant aux plans individuel que collectif. Aujourd'hui, cette centralité est en crise. Pourquoi ?

Le travail a perdu sa centralité d'une part à cause de l'évolution des contextes économique et sociopolitique, d'autre part à cause des conditions de la modernité où l'être humain est amené à construire sa vie et à revendiquer liberté et autonomie. Les hommes et les femmes en Occident aujourd'hui ne construisent pas le sens de leur vie uniquement autour du travail, mais aussi de la famille, du bien être, de leurs « vouloir vivre ». Ainsi donc, progressivement, une distorsion s'est accentuée entre le système économique et social et le vécu de la population.

A cela s'ajoute le fait que, globalement, la société de survie n'existe plus en Occident, même si certains groupes de population qui se croyaient à l'abri sont en voie de précarisation. La place du

travail est devenue relative par rapport à l'autonomie. Ce n'est manifestement pas le cas dans des régions et des pays plus pauvres.

## **L'évolution du contexte économique et sociopolitique**

### *L'emploi est historiquement devenu central dans les constructions collectives*

A partir des années 1945-1950, le travail /emploi constitue la pierre angulaire de presque tout le système des solidarités dans notre pays. Tant Felipe Van Keirsbilck<sup>7</sup> que Gabrielle Clotuche<sup>8</sup> l'ont mis en évidence. Le travail a effectivement acquis le statut juridique de l'« emploi » qui donne accès à une multiplicité de droits sociaux et financiers : soins de santé, pensions, allocations de chômage, allocations d'invalidité, congés parentaux, congés de maladie, vacances annuelles, etc.

Cette construction collective s'enracine dans l'histoire des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles. Elle a été portée par les faits socioéconomiques et politiques et par ses représentations mentales comme celle de Karl Marx pour qui le travail est l'essence de l'homme<sup>9</sup>. De ce fait, on pensait comme visée idéale « le plein emploi, pour toutes et tous et à temps plein ». Comme le montrent plusieurs intervenants de la session, nos sociétés font reposer le vaste ensemble des droits et protections sociales sur l'emploi salarié. De ce point de vue, « *l'emploi est donc beaucoup plus que le travail* » comme le dit Felipe Van Keirsbilck.

Dans nos sociétés, les constructions collectives des solidarités sociales restent encore articulées autour de la « centralité de l'emploi ». Il n'est donc pas étonnant dès lors que les problèmes de société et de solidarité se posent en termes nouveaux lorsque nos sociétés sont confrontées à des compressions d'offres d'emploi, particulièrement dans certaines régions, comme Bruxelles et la Wallonie, où les taux de chômage oscillent entre 15 et 20% ou plus de la population. La crise récente risque donc d'aggraver encore ces problèmes de solidarité et d'accès aux droits sociaux.

### *L'emploi est en crise structurelle majeure*

L'emploi est fragilisé économiquement dans ses capacités de constructions collectives, culturelles et sociales. Ceci pour plusieurs raisons.

Dans son exposé, Luc Denayer a mis en évidence **l'épuisement de la vague technologique** qui accentue la crise de l'emploi de masse. Les métiers font fortement appel à des connaissances techniques, parfois pointues, nécessaires à la maîtrise de l'outil technologique. Par ailleurs, il y a saturation des produits technologiques classiques et des équipements de la vie courante : voitures (polluantes et sans avenir), frigos, TV, etc. Et l'innovation fait défaut par exemple dans l'industrie automobile flamande, comme ce fut le cas autrefois dans le traitement de l'acier et du charbon wallons. Il y a un effritement de l'emploi industriel que les responsables politiques ont volontairement maintenu et soutenu alors que les outils étaient dépassés et que ce secteur de production n'avait plus beaucoup d'avenir chez nous. Par ailleurs, les investissements dans la recherche – dont le niveau est déjà très faible – n'ont pas été respectés. Le plan de développement « Objectif 1 » soutenu par la Commission européenne en faveur des régions plus pauvres n'a donné lieu chez nous qu'à un saupoudrage et à un déplacement des activités sans réel impact sur l'emploi.

De son côté, Philippe Defeyt a pointé **l'échec des politiques de l'emploi**, notamment en Wallonie. Il relève cependant qu'il y a d'importants gisements d'emploi en matière de services et dans le secteur non marchand.

D'autres raisons fragilisent l'emploi dans nos régions. La **mondialisation du capitalisme**, en particulier le capitalisme financier, pousse à l'extrême la compétition entre les entreprises. Pour rester compétitives et répondre aux exigences de leurs actionnaires, les entreprises sont contraintes

---

<sup>7</sup> Cfr. pp. 50-55

<sup>8</sup> Cfr. pp. 73-79

<sup>9</sup> Cfr. pp. 44-45

de diminuer leurs coûts de production tout en augmentant leur productivité. Leur stratégie vise à diminuer le coût du travail et le volume de l'emploi, notamment par un recours à la technologie. Certaines n'hésitent pas s'installer dans des pays où le coût du travail est moindre ou à délocaliser une partie de leur production. Cela met la pression sur les travailleurs et leurs conditions de travail.

Parallèlement, s'est développé de manière importante le secteur de **l'économie informelle** qui permet aux travailleurs précaires de survivre. Mais ces travailleurs (chômeurs travaillant en noir, sans papiers) sont aussi engagés illégalement et exploités par des entreprises. Fathi Touzri s'est fait l'écho de cette dimension de la débrouille et de l'économie informelle<sup>10</sup>.

## **L'évolution des individus dans l'espace économique et culturel**

Pour les individus, l'emploi a perdu une grande part de sa centralité dans la vie et l'expérience personnelles. C'est ce qui se dégage de l'enquête réalisée par le Cefoc<sup>11</sup>. L'emploi et le travail ne sont plus un but en soi, ni un englobant qui donne sens à toute l'existence, ils sont un moyen subordonné pour réaliser si possible d'autres dimensions et priorités de vie : la sécurité économique, l'autonomie matérielle et personnelle, le développement de relations, la reconnaissance de ses capacités, l'égalité homme/femme, la dignité humaine, etc.

Pourquoi le travail/emploi est-il en train de perdre sa centralité dans la vie des individus, alors qu'il reste central dans les constructions collectives ? Il y a des raisons liées à la nouvelle donne économique, comme nous venons de le développer ci-dessus : l'offre d'emploi se raréfie et devient problématique dans nos pays alors que, pour la plupart, il est une nécessité pour vivre. Mais il y a aussi des raisons liées à l'évolution de notre espace culturel où la quête d'autonomie de l'individu a acquis une place plus grande.

### ***Quête d'autonomie et de bien-être***

En effet, de manière générale, la société et la culture occidentales mettent l'accent sur l'individu et son autonomie. C'est un fait, un constat sociologique indépendant de tout jugement de valeur. L'individu refuse, implicitement ou explicitement, de se voir réduit à une « fonction », un « rôle » ou un « instrument ». Le « je » se donne une multitude de priorités pour vivre sa vie comme une création et une réalisation personnelles à travers l'autonomie financière, la vie affective, la réalisation de soi, l'épanouissement, le soin du corps, la famille, le temps parental, le temps pour soi, etc. Il y a ainsi des déplacements de sens, de priorités, d'horizons et de valeurs qui sont propres à notre culture.

Dans ce contexte économique et culturel, la valeur « travail et emploi » n'a plus l'importance qu'elle avait dans la société de développement industriel et de progrès. Les constructions collectives – État, institutions, entreprises, syndicats, organisations, mouvements – entrent en tension avec les exigences d'autonomie individuelle. Un décalage se fait jour entre le fonctionnement de l'économie et la culture ambiante qui prend distance par rapport à l'idéologie de la centralité du travail portée par le développement de la société industrielle et capitaliste. Lorsque l'emploi se raréfie, lorsque l'accès à un emploi stable et durable est problématique, lorsqu'il implique davantage de contraintes, de servitudes et d'aménagements de vie personnelle, des conflits de valeurs et de sens éclatent entre « sens de ma vie » et « contraintes collectives ». Le vivre-ensemble solidaire que nos sociétés ont construit autour du système de l'emploi est mis en question.

### ***Le revers de la médaille : l'expérience de l'échec, le chômage, l'inemployabilité***

D'englobant, de norme incontournable et universelle, de nécessité vitale qu'il était, l'emploi/travail est devenu moyen d'accès à l'autonomie, à la reconnaissance, à la projection dans l'avenir, à l'identité, à l'intégration sociale. Certes, face à cette évolution, les inégalités demeurent : la

---

<sup>10</sup> Cfr. pp. 19-23

<sup>11</sup> Cfr. pp. 4-8

centralité du travail n'a pas le même sens si l'on est contraint à une stratégie de survie ou si l'on a les moyens de faire des choix, si l'on vit dans un milieu précarisé ou dans un milieu favorisé.

A cet égard, les différents apports de la première partie de cette recherche sont révélateurs de ces inégalités liées aux milieux sociaux, au « genre », à l'âge, aux phénomènes d'exclusion.

### ***Travail et traditions : ruptures et continuité***

La réflexion sur le travail et son sens dans la vie personnelle et dans les rapports sociaux actuels ne peut négliger l'éclairage d'un regard historique sur le rôle qu'il joué et le sens qu'il a pris, à travers de nombreuses évolutions, dans l'histoire humaine, notamment occidentale.

#### ***Dimension anthropologique du travail***

Si l'humain s'est distingué d'autres formes d'espèces vivantes, ce n'est pas en apparaissant brusquement comme un vivant d'un autre niveau en raison de sa nature. Il a été façonné par un long processus d'évolution, fruit de violences, de rapports de forces et de mécanisme de sélection. Dans ce cheminement, le travail, intellectuel et manuel, a exercé une influence décisive. Pour survivre, les humains ont d'abord dû se défendre et s'adapter à leur environnement. L'invention des outils a permis aux groupes humains, très restreints, de vivre. En transformant la nature, l'humain se transformait lui-même.

En même temps que le travail leur permettait d'émerger, les humains inventaient des règles, des lois pour vivre ensemble en dépassant le résultat brutal de la « loi de la jungle » et du pur rapport de forces.

#### ***Du travail méprisé à l'emploi***

Deux caractéristiques du travail déterminent le rôle qu'il a joué. Très tôt, le travail manuel a été marqué par le mépris de ceux qui parvenaient à s'y soustraire et à contraindre d'autres, souvent majoritaires, à assumer les tâches indispensables à la vie de tous, notamment des groupes ou classes privilégiés. Nous avons accès à cette histoire par l'image qu'en ont transmise les fruits de ce travail dans l'archéologie et les œuvres littéraires de la frange intellectuelle des couches dominantes. Plus tard, la société industrielle a rendu possible une autre évolution : le « travail » est devenu quasi synonyme d'emploi, forme de travail juridiquement construite dans le type de société qui émerge en Occident au 19<sup>e</sup> s. C'est dès lors le travail qui donne accès à la reconnaissance sociale et à des droits qui lui sont liés (sécurité sociale, droit du travail, etc.).

Les conceptions du travail s'enracinent dans une longue histoire dont nous repérons bien les formes dans la Grèce et la Rome antiques, au travers du Moyen âge et dans les Temps modernes. Dans les faits et dans la façon de se représenter l'humain et la vie sociale, c'est l'activité manuelle qui est considérée comme travail. Le travail manuel est méprisé pour des diverses raisons. Il induit une double soumission : à l'objet matériel et au client, ce qui est indigne d'un homme libre. Il ne donne pas d'accès aux droits ; il est l'activité des esclaves, groupe souvent majoritaire dans la population des villes et des États antiques. Ne nous y trompons pas : ce n'est pas parce que le travail est porté par les esclaves qu'il est méprisé et sans statut. L'esclave est méprisé parce que, pour sa survie, il est astreint à s'adonner au travail, activité qui ne bénéficie ni de statut social ni de la moindre reconnaissance. Bien des textes des auteurs antiques témoignent à la fois de cette situation et de la façon de la considérer. Nous ne pouvons que reconnaître que les auteurs, antiques et contemporains, religieux ou non, sont largement et sans le mesurer, le simple reflet des évidences de leur monde culturel.

#### ***Le recul critique de certaines traditions***

Les textes que nous transmet l'histoire relatent souvent le travail et ses conditions sans prendre la moindre distance, comme chaque fois que l'on rapporte ce qui va de soi et qu'on n'imagine même pas poser la question : comment pourrait-il en aller autrement ?

D'autres voix pourtant se font entendre, notamment dans les traditions religieuses, monothéistes dans cette partie du monde (judaïsme, christianisme, islam). Évidemment, à leur insu, ces traditions transmettent elles aussi une vision de la vie sociale qu'elles n'interrogent pas. Elles adhèrent à bien des évidences sociales de l'époque de leur rédaction. Par exemple, nous aurions souhaité lire dans les textes de l'apôtre Paul des dénonciations de l'esclavage dans son principe même. Impensable pour lui ! Il se limite à appeler à son humanisation. Mais sur d'autres points, notamment en ce qui concerne le travail, la relecture de textes antiques par les modernes que nous sommes fait apparaître des ruptures à l'égard des évidences de leur temps. Nous pouvons ainsi nous relier à une histoire de contestation des formes déshumanisantes du travail.

Autre évidence : cette critique, qui rend au travail sa dignité, est intrinsèquement liée à une conception d'un Dieu autre, créateur, sauveur, bienveillant. Si cette critique des formes antiques de la domination de tant d'humains par le travail s'appuie ainsi sur la foi en Dieu, cette foi ne séquestre pas la critique qu'elle formule et transmet. Elle est une racine des autres contestations de la déshumanisation du travail, y compris en-dehors de l'adhésion à une religion.

Ces deux précisions permettent d'éviter de faux débats en relisant ces traditions religieuses et de reconnaître leur apport dans la conception du travail comme dimension centrale de la vie en société, des rapports humains en général et comme activité épanouissante dans la vie humaine.

Un exemple de leur apport : le travail ne peut être le tout de l'humain, il doit rester à sa place, limitée. Ainsi se trouvent délégitimées les exigences des pouvoirs de toutes sortes, tentés de ne voir les autres humains qu'à travers le prisme de ce qu'ils peuvent produire. Ce n'est pas sa relation avec la nature ou avec le souverain qui définit un humain. C'est sa relation avec Dieu qui détermine son humanité. Il est fait, dit la Genèse (chap. 1) « à l'image de Dieu », avec mission d'être fécond et de dominer (pas saccager !) la nature et les autres vivants, ce qui se réalise par le travail. La limite garantit que ce travail ne devienne pas destructeur : le sabbat est une institution qui veille à empêcher d'absolutiser le travail, si indispensable soit-il, en donnant à chacun l'occasion de bénéficier, un jour par semaine, de la condition privilégiée des classes supérieures, qui peuvent épanouir dans leur vie d'autres dimensions que le travail.

Après avoir lu – en les interprétant à la lumière de nos questionnements – Aristote ou Marx, les auteurs des textes bouddhistes ou des récits de création dans la Genèse, et bien d'autres, il nous reste à affronter avec leur aide les questions brûlantes de la vie sociale contemporaine : quelle forme de travail pour aujourd'hui et quelle place lui donner ?

## Table des matières

|   |            |
|---|------------|
| <b>INTRODUCTION GÉNÉRALE</b>  | <b>3</b>   |
| <b>SENS ET NON-SENS DU TRAVAIL : EXPÉRIENCES ET ANALYSES</b>              | <b>7</b>   |
| Introduction  | 7          |
| Le travail en milieux populaires : une valeur ?                           | 9          |
| Le travail au féminin   | 19         |
| Les jeunes, l'emploi et le travail  | 33         |
| Les « inemployables » : des personnes ?                                   | 42         |
| Réflexions : le travail est-il encore central ?                           | 53         |
| <b>SENS DU TRAVAIL ET TRADITIONS CULTURELLES</b>                          | <b>59</b>  |
| Introduction  | 59         |
| Le travail en Grèce ancienne : une place subalterne                       | 61         |
| Le travail dans le récit biblique : des limites à la maîtrise de la terre | 67         |
| Le travail dans une perspective bouddhiste : un art intérieur             | 71         |
| Le travail dans une parabole évangélique : égalité et gratuité            | 76         |
| Le travail monastique : « Ora et labora »                                 | 80         |
| Le travail dans une perspective musulmane                                 | 86         |
| Le travail selon François d'Assise : sans salaire !                       | 92         |
| Le travail selon Karl Marx : central !                                    | 97         |
| Laborem exercens. Le travail selon Jean-Paul II : la personne !           | 102        |
| <b>SENS DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET POLITIQUES D'EMPLOI</b>                   | <b>107</b> |
| Introduction  | 107        |
| Défendre l'emploi et construire du sens au travail                        | 111        |
| Crise de société, individu et quête de sens                               | 126        |
| Ni chômage, ni assistance. Du choix éthique à la faisabilité économique   | 138        |
| Priorité à la qualité du travail  | 155        |
| Modèle social européen et protection sociale : sens et enjeux             | 167        |
| <b>RÉFLEXIONS ET CONCLUSIONS</b>  | <b>185</b> |
| Le travail reste-t-il central ?   | 187        |
| Travail et traditions : ruptures et continuité                            | 193        |
| <b>BIBLIOGRAPHIE</b>  | <b>197</b> |